



PIERRE BARROS

**SENATEUR
DU VAL D'OISE**

COMMISSION DE
L'AMENAGEMENT DU
TERRITOIRE ET DU
DEVELOPPEMENT
DURABLE

DELEGATION
SENATORIALE A LA
PROSPECTIVE

CONSEILLER MUNICIPAL
DE FOSSES

CONSEILLER
COMMUNAUTAIRE DE
ROISSY
PAYS DE FRANCE

Question écrite – Situation de l'entreprise Valdunes (publiée le 25/01/2024)

M. Pierre Barros attire l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique sur la situation de l'entreprise Valdunes. Sa survie est menacée après le retrait en mai 2023 de son actionnaire chinois. Aujourd'hui, aucune offre de reprise n'a été formulée pour reprendre les deux sites industriels de Leffrinckoucke et de Trith-Saint-Léger.

Cette entreprise est pourtant essentielle : c'est la dernière en France à produire des roues et des essieux pour les trains, métros et tramways. Sans le maintien du savoir-faire essentiel des 320 salariés de Valdunes, toute la communication gouvernementale autour de la « nouvelle donne ferroviaire » restera un vœu pieux.

Dans ces conditions, comment croire que le Gouvernement se donnera les moyens de ses ambitions ? Alors que le futur du rail dans notre pays est en jeu, ce serait un bien mauvais signal envoyé aux millions d'usagers des transports ferroviaires.

Le rapport d'expertise commandé par le ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique était pourtant clair : l'activité de l'entreprise est viable.

De nombreux élus partagent un même combat, celui d'assurer la pérennité et le développement d'un joyau industriel de notre pays. L'État doit tout faire pour aider à trouver un repreneur fiable. Une solution existe, défendue par la confédération générale du travail (CGT). La France pourrait s'inspirer du modèle espagnol de l'entreprise CAF (Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles), qui produit les wagons, les roues ou encore les essieux, intégrant dans la même entreprise une filière industrielle complète.

Ce sujet doit être un chantier prioritaire. Valdunes doit redevenir un pôle industriel écologique, à même d'être un acteur majeur de la politique écologique de la France. Pour rappel, 30 % des émissions de gaz à effet de serre sont attribuées au secteur des transports. Si nous voulons sortir des énergies fossiles d'ici 2050, il y a urgence à trouver des alternatives écologiques et économiques à la voiture pour sortir de la dépendance aux énergies fossiles d'ici 2050. Sans l'expertise de Valdunes, il sera impossible d'envisager de faire du train une solution crédible.

Il demande donc de détailler les mesures qui seront mises en place pour sauver l'entreprise Valdunes et d'envisager de recourir à une procédure de nationalisation si aucun repreneur fiable ne venait à être trouvé. Tout doit être fait pour sauver l'entreprise Valdunes. Les deux sites doivent vivre.